

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai déjà permis quelques questions supplémentaires, je crois que nous devrions passer à un autre sujet.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

J'ai seulement une question supplémentaire à poser sur le sujet, et j'aurai terminé.

L'hon. M. Lambert: Nous aussi.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je reconnaitrai l'honorable député de Témiscamingue dans quelques moments.

[Traduction]

AIR CANADA

GRÈVE DES MÉCANICIENS—LES QUESTIONS EN LITIGE

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au ministre du Travail. Hier, je lui ai posé la question suivante:

Je demande seulement au ministre, à cause de son intérêt au règlement de ce conflit—intérêt que, j'en suis sûr, nous partageons tous—s'il consentirait à nous dire grosso modo en quoi consiste le problème.

Le ministre a répondu: «Non, monsieur l'Orateur.»

Le ministre dira-t-il maintenant à la Chambre ce qu'il a dit aux commentateurs de la radio et de la télévision à l'extérieur de la Chambre—renseignements qu'il a refusé de communiquer aux députés en réponse à cette question?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Auparavant, au cours de la période des questions, le député d'Edmonton-Ouest a posé la question suivante—à vrai dire, elle revêtait la forme d'une déclaration ou d'une proposition:

Le ministre pourrait peut-être mettre la Chambre et la nation dans le secret et nous dire d'une manière générale—nous ne demandons pas tous les détails—s'il s'agit d'une question de paie, de salaires invisibles, d'ancienneté; en un mot ce qui cause le problème?

J'ai alors répondu:

Monsieur l'Orateur, le député a fort bien énuméré tous les problèmes à résoudre dans tous les domaines.

C'est précisément ce que j'ai dit à la télévision dix minutes plus tard.

L'hon. M. Lambert: Ce n'est pas le cas.

LE COMMERCE

LE BLÉ—L'INDEMNISATION EXIGÉE PAR LE JAPON POUR LE BLÉ DE QUALITÉ INFÉRIEURE

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au

ministre d'État, de qui relève provisoirement la Commission du blé. L'organisme des vivres du Japon a-t-il exigé \$300,000 en dollars des États-Unis comme indemnisation pour le blé endommagé par la pluie, fourni en novembre? La Commission canadienne du blé a-t-elle proposé de remplacer gratuitement ce blé, puisqu'elle en a un excédent, et si oui, en est-on arrivé à une entente?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Des entretiens ont eu lieu entre les Japonais et la Commission canadienne du blé au sujet du blé, qui n'était pas endommagé mais d'une qualité différente de celle que les Japonais avaient prévue, et ces conversations ne sont pas entièrement terminées.

M. Don Mazankowski (Vegreville): Le ministre d'État, député de la Saskatchewan, dirait-il à la Chambre si le retard apporté dans le règlement de cette affaire a eu des effets préjudiciables quant à nos ventes futures au Japon?

L'hon. M. Lang: Non, monsieur l'Orateur.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Puis-je poser une question supplémentaire à ce sujet au ministre de l'Agriculture? Va-t-il prendre des dispositions pour enquêter auprès de la Commission des grains sur les circonstances de cet incident afin de voir comment une expédition de qualité inférieure comme celle-là a pu se produire?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Sur le plan technique, la Commission des grains a secondé la Commission canadienne du blé sous tous les rapports: mise à l'épreuve des échantillons et ainsi de suite. Les renseignements de ce côté ont été mis à la disposition de la Commission canadienne du blé.

LE MINISTÈRE

LA CONVENANCE DU POINT DE VUE CONSTITUTIONNEL DU MAINTIEN EN FONCTIONS D'UN MINISTRE DÉMISSIONNAIRE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Ma question, à l'adresse du premier ministre, ne se rapporte pas directement au logement, bien qu'elle ait trait aux démissions au sein du gouvernement. Je la pose sous réserve de vos directives, monsieur l'Orateur. Le premier ministre a-t-il songé à la question de convenance du point de vue constitutionnel concernant le fait que le ministre des Transports demeurera ministre de la Couronne près d'une semaine après avoir ouvertement exprimé son